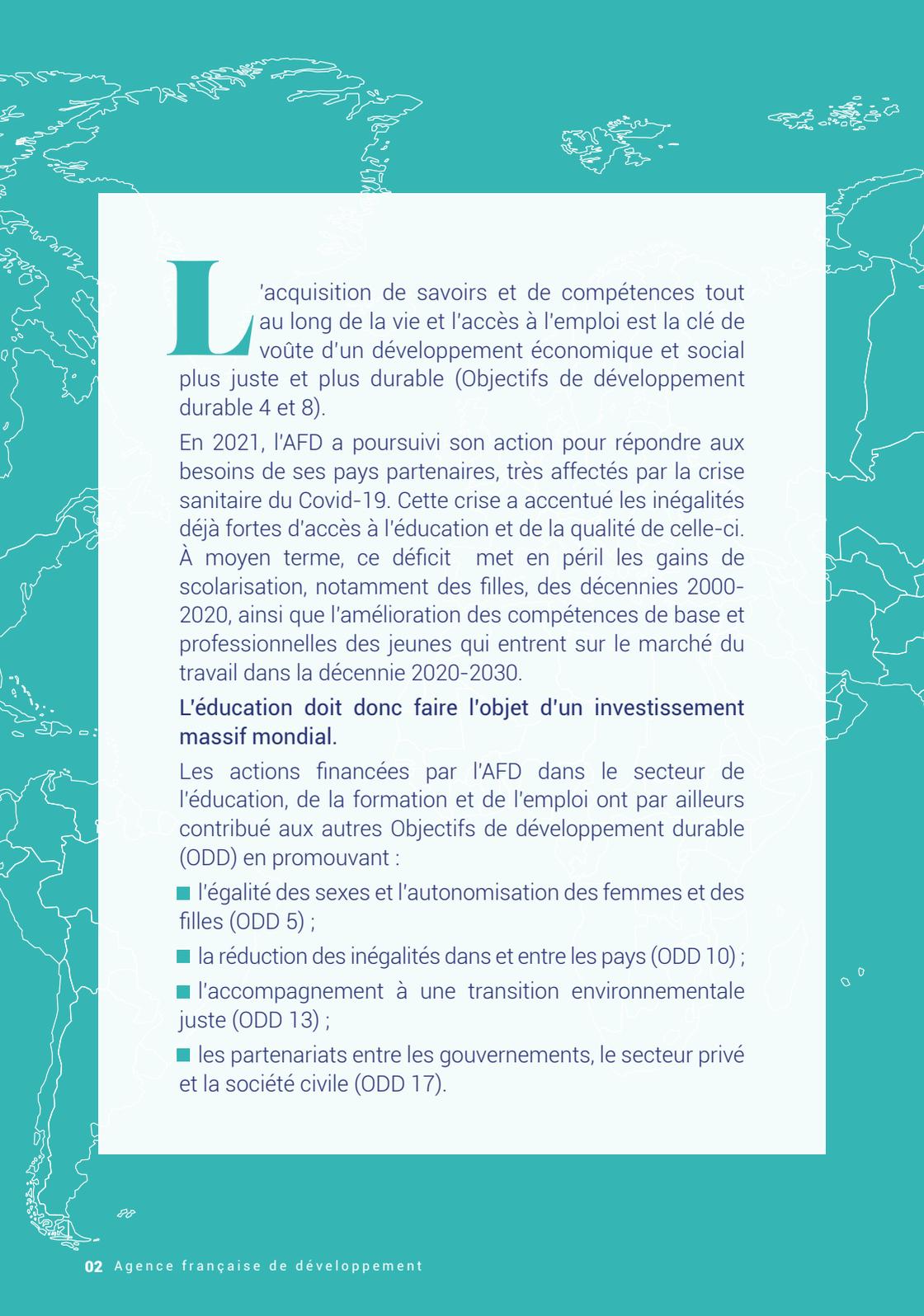




BILAN D'ACTIVITÉ

Éducation Formation Emploi

2021



L'acquisition de savoirs et de compétences tout au long de la vie et l'accès à l'emploi est la clé de voûte d'un développement économique et social plus juste et plus durable (Objectifs de développement durable 4 et 8).

En 2021, l'AFD a poursuivi son action pour répondre aux besoins de ses pays partenaires, très affectés par la crise sanitaire du Covid-19. Cette crise a accentué les inégalités déjà fortes d'accès à l'éducation et de la qualité de celle-ci. À moyen terme, ce déficit met en péril les gains de scolarisation, notamment des filles, des décennies 2000-2020, ainsi que l'amélioration des compétences de base et professionnelles des jeunes qui entrent sur le marché du travail dans la décennie 2020-2030.

L'éducation doit donc faire l'objet d'un investissement massif mondial.

Les actions financées par l'AFD dans le secteur de l'éducation, de la formation et de l'emploi ont par ailleurs contribué aux autres Objectifs de développement durable (ODD) en promouvant :

- l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (ODD 5) ;
- la réduction des inégalités dans et entre les pays (ODD 10) ;
- l'accompagnement à une transition environnementale juste (ODD 13) ;
- les partenariats entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile (ODD 17).

Stratégie Éducation-formation-emploi de l'AFD

■ L'acquisition de savoirs et de compétences tout au long de la vie et l'accès à l'emploi sont les clés de voûte d'un développement économique et social durable.

■ En conséquence, l'AFD finance tout le continuum éducatif et facilite les synergies entre les différents sous-secteurs (éducation primaire et secondaire, enseignement supérieur, formation professionnelle, insertion sur le marché du travail par l'emploi et l'entrepreneuriat).

■ L'AFD y a consacré 4,3 Mds€ depuis 2000, avec une priorité forte sur l'Afrique (85 % du portefeuille) et une croissance soutenue depuis 2010, à la faveur de l'élargissement de son mandat d'intervention (enseignement supérieur, insertion professionnelle) et de la diversification de ses outils financiers et modalités d'intervention (délégations de fonds, prêts de politique publique, subventions...).



La stratégie commune du groupe AFD pour l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi s'articule autour de trois axes :

1

Promouvoir des parcours d'éducation et de formation de qualité et l'accès à un emploi décent. L'objectif visé est l'autonomisation des individus.

2

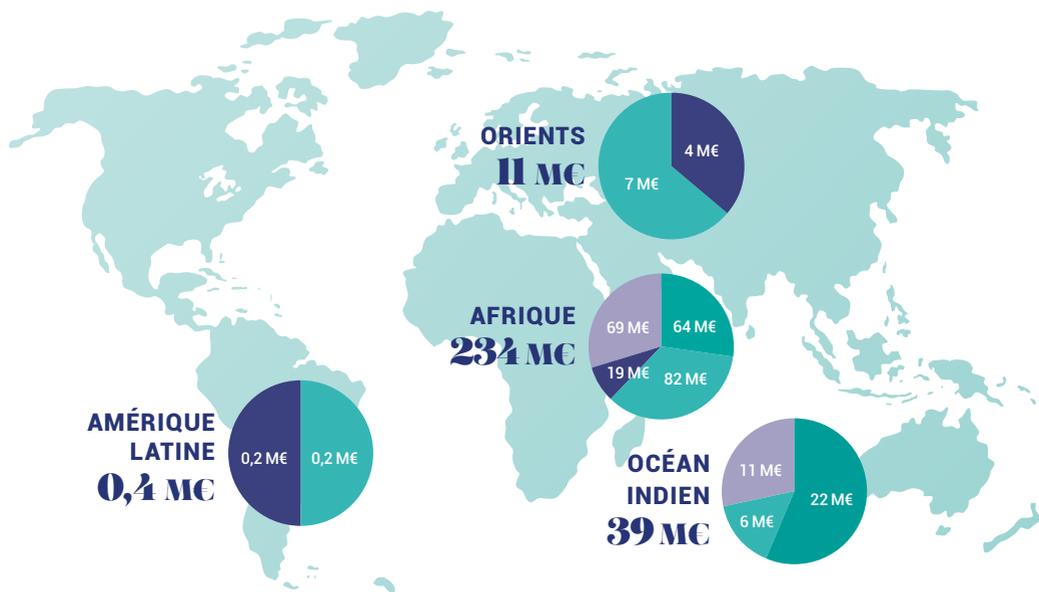
Accompagner les transitions sociales, économiques, numériques et environnementales.

3

Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience des populations face aux fragilités et aux crises.

L'activité éducation-formation-emploi de l'AFD en 2021

Répartition par région



● Emploi ● Enseignement supérieur ● Formation professionnelle ● Éducation



(28 projets)

284
M€

Total des nouveaux engagements en 2021, soit environ 2 % des montants totaux engagés par le Groupe



164
M€

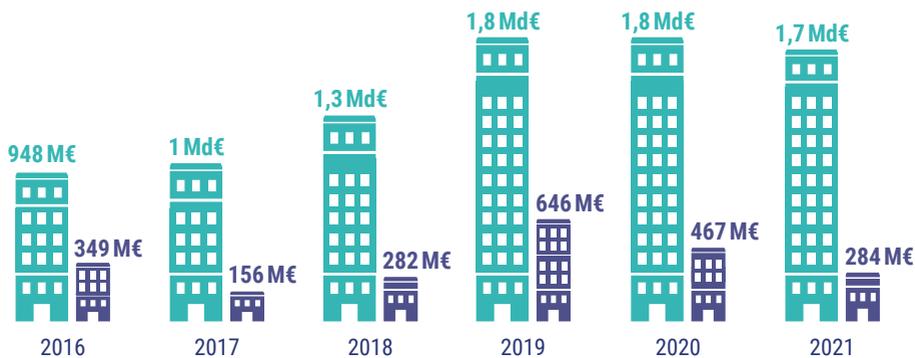
concentrés sur les pays prioritaires de l'aide au développement française (hors projets multi-pays), soit 58 % des engagements du secteur

24
M€

délégés par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME)

Évolution depuis 2016

Évolution des nouveaux engagements dans le secteur et financements en cours d'exécution

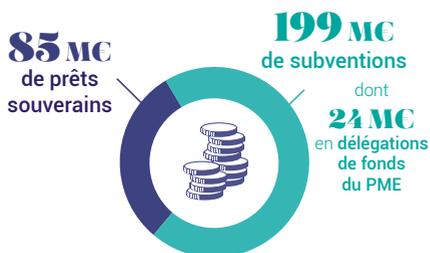


213 projets

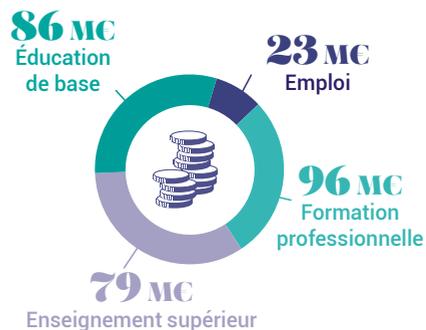
en cours d'exécution
en 2021 soit un montant
de **1,7 Md€**

- Financements en cours d'exécution
- Nouveaux engagements (nouveaux financements accordés pour l'année en cours)

Répartition par outil financier



Répartition par axe stratégique



Éducation de base

L'AFD soutient l'universalisation de l'accès à l'enseignement de base, en particulier au collège, et l'amélioration de la qualité des enseignements-apprentissages. Elle appuie principalement les politiques nationales des pays, en particulier dans les pays les moins avancés (PMA), avec une priorisation de l'action en faveur de la scolarisation des filles et des populations les plus vulnérables, de la professionnalisation des enseignants et de l'efficacité du pilotage des systèmes éducatifs.



86
M€

engagés dans
le sous-secteur



43 %

des engagements
en éducation de base
se sont concentrés
sur le Sahel,

soit **37 M€**

Répartition par outil financier

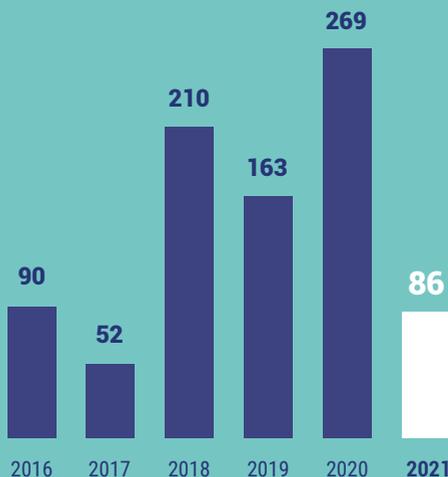
86 M€
de subventions



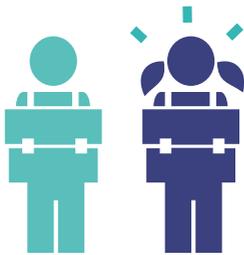
dont **24 M€**
en délégation
de fonds du PME

Évolution des engagements

(En M€)



Impacts des financements en cours d'exécution



26
millions d'élèves,
dont **50 %** de filles
scolarisés au primaire et au collège grâce
aux programmes financés par l'AFD



Focus projet



Réduire la vulnérabilité du système éducatif face aux crises (REVE)

Niger 7,5M MUSD délégués du Partenariat mondial pour l'éducation (PME)

Ce projet soutient la stratégie nationale de réduction des vulnérabilités du système éducatif nigérien. Il permet de répondre aux besoins des communes les plus vulnérables affectées par les crises et de renforcer la résilience du système éducatif. Les comités de gestion de 6 615 écoles dans 150 communes bénéficieront de subventions leur permettant de mettre en place les actions de préparation et de réponse aux crises tout en renforçant la qualité de l'environnement scolaire et des enseignements-apprentissages. Le projet permettra la scolarisation de 20 000 élèves, dont au moins 12 000 filles. Les compétences professionnelles des enseignants et des chefs d'établissement en contexte de crise seront renforcées et les communes seront appuyées dans le suivi des actions des écoles.

L'innovation du programme tient à la production, pendant l'instruction, d'un outil permettant d'identifier les zones prioritaires en combinant des vulnérabilités multiples (sécurité, sécurité alimentaire, vulnérabilités sanitaires, éducatives, etc.) à une granularité extrêmement fine. La facilité de prise en main de cet outil, fondé sur des données existantes, permet une internalisation par le ministère de l'Éducation nigérien et l'introduction pérenne d'une allocation des ressources prioritaires.

Formation professionnelle

L'AFD soutient le développement d'offres de formations diversifiées favorisant l'apprentissage tout au long de la vie et répondant aux besoins du marché du travail. Elle appuie la conception et l'animation de stratégies globales pour la formation, en particulier la formation agricole et rurale, et l'association des acteurs économiques à la gouvernance des dispositifs. Une attention particulière est portée au développement des compétences nécessaires à la création d'emplois verts et à la transition environnementale.



96 M€
engagés sur
le sous-secteur

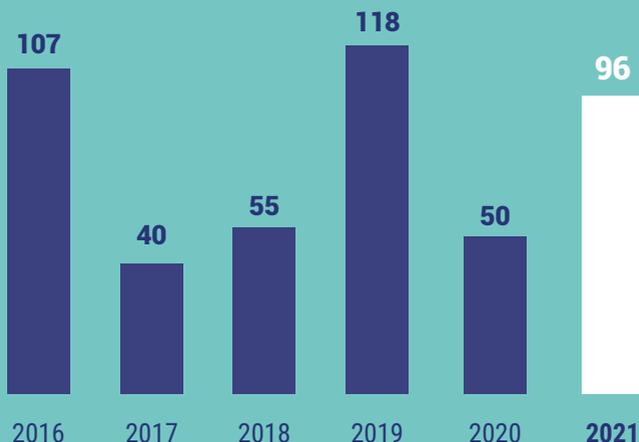
Répartition par outil financier

46 M€
de subventions

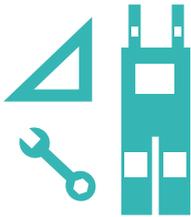


50 M€
de prêts
souverains

Évolution des engagements (En M€)



Impacts des financements en cours d'exécution



111 753
bénéficiaires
de formations professionnelles
et techniques



Focus projet



Dispositif nouvelle chance (DNC)

Tunisie Subvention de 4 M€

Le dispositif nouvelle chance (DNC) est axé sur l'employabilité, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 30 ans en situation d'échec scolaire. Il est conçu en collaboration étroite avec le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle tunisien.

Le projet vise l'insertion professionnelle par le biais de programmes individualisés alternant des périodes d'immersion en entreprise et un accompagnement personnalisé de haut niveau. Il s'inscrit sur une période de trois ans et bénéficiera directement à 1 000 jeunes.

Il contribuera à la création d'un dispositif pilote pour les jeunes ayant abandonné leurs études et ne disposant actuellement d'aucun autre mécanisme de réinsertion dans l'emploi ou la vie professionnelle et améliorera leur situation économique et sociale.

Le pilotage opérationnel sera assuré par l'Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant, dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'Institut européen de coopération et de développement (IECD) qui assurera la mise en œuvre du projet.

Enseignement supérieur et recherche scientifique

L'AFD soutient un accès équitable à un enseignement supérieur de qualité, professionnalisant et levier de l'innovation. Ses objectifs : renforcer la soutenabilité et la gouvernance du secteur, améliorer la qualité et la pertinence des offres de formation et soutenir la continuité entre l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat.



79 M€
engagés sur
le sous-secteur

Répartition par outil financier

44 M€
de subventions



35 M€
de prêts
souverains

Évolution des engagements (En M€)



Impacts des financements en cours d'exécution

117



établissements d'enseignement supérieur accompagnés par l'AFD,

dont

14

nouveaux en 2021

78



établissements d'enseignement supérieur accompagnés par l'AFD ayant un programme de coopération scientifique et technologique avec la France,

dont

4

nouveaux en 2021



Focus projet

Projet d'appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur (PAPES)

Niger 10 M€

Le projet entend favoriser l'employabilité et l'insertion socio-économique des jeunes Nigériennes et Nigériens à travers la professionnalisation de l'enseignement supérieur. Il se concentrera sur l'amélioration de la qualité des filières courtes professionnalisantes en lien avec les priorités de développement du pays et sur le renforcement de l'implication des milieux socio-professionnels dans la définition et la validation des programmes. En outre, le projet permettra la construction d'une Plateforme technico-pédagogique en agroalimentaire (PTPA) visant à professionnaliser et développer ce secteur porteur, la plateforme s'adressera à la fois aux milieux académiques et socio-professionnels à travers la formation initiale et continue ainsi que l'innovation et l'incubation de projets. Enfin, le projet constitue une déclinaison opérationnelle de l'engagement de l'Etat français, énoncés par le président de la République dans son discours de Ouagadougou, de doubler les partenariats universitaires avec l'Afrique.



Emploi

L'AFD soutient le développement de politiques du marché du travail, l'accès des individus – et des femmes en particulier – à l'emploi et à l'entrepreneuriat, l'amélioration de la qualité des emplois et l'employabilité des personnes vulnérables. Le groupe AFD soutient également le secteur privé créateur d'emplois via sa filiale Proparco, ainsi que le renforcement des systèmes financiers et de l'environnement réglementaire des entreprises et de la protection sociale.



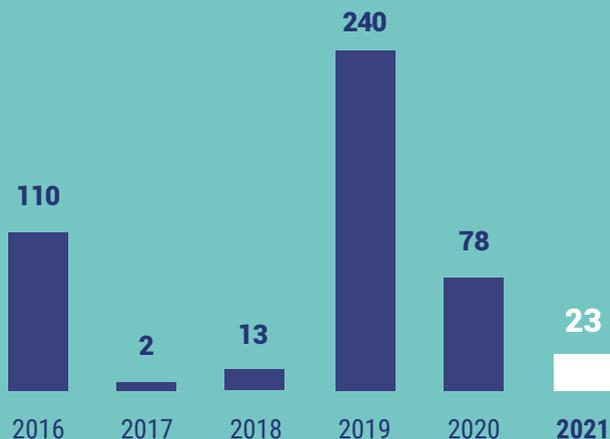
23 M€
engagés sur
le sous-secteur

Répartition par outil financier



23 M€
de subventions

Évolution des engagements (En M€)



Impacts des financements en cours d'exécution



43 450

individus bénéficiaires de services et programmes d'emploi soutenus par l'AFD (hors entrepreneuriat)



28 513

individus accompagnés dans leurs démarches de création d'entreprises ou d'auto-emploi



1 065

entreprises bénéficiaires d'appuis au recrutement, à la consolidation des emplois, à l'amélioration de la qualité des emplois ou à la prise en compte du genre



Focus projet



Projet d'appui au développement de l'entrepreneuriat en Mauritanie, notamment en faveur des femmes

Mauritanie subvention de 9 M€

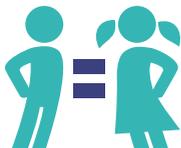
L'AFD accompagne déjà en Mauritanie les dispositifs d'éducation technique et de formation professionnelle, et les politiques publiques de l'emploi des jeunes, notamment dans le cadre du C2D-IV en cours d'exécution, du projet SOMELEC de réforme des dispositifs de formation dans le secteur des énergies et du projet PECOBAT, qui œuvre à l'employabilité des jeunes à travers la formation duale et la promotion de l'emploi décent dans les secteurs de l'écoconstruction et des énergies renouvelables.

Ce financement appuiera l'État mauritanien dans la structuration de son offre d'accompagnement, financier et non financier, des porteurs de projet d'entreprises. L'entrepreneuriat apparaît en effet en Mauritanie comme un levier stratégique pour favoriser l'emploi des jeunes, notamment les femmes. Au total, 1 000 entreprises et 3 000 emplois seront créés sur l'ensemble du territoire. Plus largement, le dispositif d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes, lancé par le gouvernement en 2020, sera renforcé notamment en termes de prise en compte du genre.

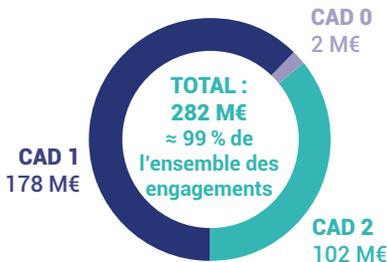
Nos engagements genre, lien social et lutte contre le changement climatique

Genre

Contribution des projets éducation, formation professionnelle et emploi à l'égalité de genre



Objectif : 60 % du volume des engagements dans le secteur contribue à la réduction des inégalités femmes-hommes



Lien social



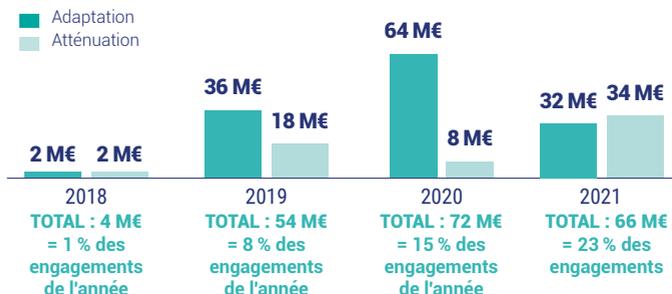
85 % des engagements visent à réduire les inégalités d'accès, notamment des filles, à renforcer la qualité et la pertinence des systèmes éducatifs, ainsi qu'à favoriser l'accès à des emplois décents et à l'entrepreneuriat.

Climat

Contribution des projets éducation, formation professionnelle et emploi à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique



Objectif : 10 % du volume des engagements dans le secteur participe à l'adaptation ou à l'atténuation face au réchauffement climatique



Partenariats et mise en réseau

L'année 2021 a été marquée par la mobilisation et la participation de l'AFD au Sommet mondial pour l'éducation (conférence de reconstitution du Partenariat mondial pour l'éducation), au cours duquel la France a renouvelé son engagement en faveur du secteur.



Le partenariat entre l'AFD et le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), un atout stratégique majeur de notre positionnement



Le PME est le seul fonds vertical exclusivement dédié au financement de l'éducation dans les pays en développement. Sa gouvernance implique les bailleurs, les pays en développement, la société civile et les organisations multilatérales. La France est le troisième des donateurs du cycle actuel (333 MUSD pour la période 2021-2025).

L'AFD est aujourd'hui le troisième agent délégataire des fonds du PME à hauteur d'environ 322 M€ dans cinq pays (Sénégal, Burkina Faso, Burundi, Niger, Guinée).



L'AFD et le PME entretiennent aujourd'hui une relation de confiance, le PME reconnaissant l'expertise et la valeur ajoutée sectorielles de l'AFD se traduisant notamment par :

- un alignement sur les stratégies et procédures des pays partenaires ;
- une capacité à proposer des modalités de l'aide adossées aux systèmes nationaux ;
- une capacité à articuler plateformes d'expertise régionales (UNESCO IYPE, PASEC, APPRENDRE, ELAN) et besoins nationaux sur des dimensions clés du secteur (accompagnement des enseignants, enseignements bilingues, pilotage des systèmes...).



Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr - Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél : +33 1 53 44 31 31